ID3A

INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRIBUSINESS ET DES AGRO-INDUSTRIES EN AFRIQUE

PROGRAMME CADRE

UNION AFRICAINE

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

FOND INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

ID3A

INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRIBUSINESS ET DES AGRO-INDUSTRIES EN AFRIQUE

PROGRAMME CADRE

UNION AFRICAINE

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

FOND INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la FAO et de l'UNIDO aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminés ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO et de l'UNIDO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités. Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles de la FAO et de l'UNIDO.

Tous droits réservés. Les informations contenues dans ce produit d'information peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef de la Sous-division des politiques et de l'appui en matière de publications électroniques, Division de la communication, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à copyright@fao.org

© FAO/UNIDO 2010

Sommaire

PHOTOS IV

LISTE DES ACRONYMES V

RÉSUMÉ EXÉCUTIF VII

1. INTRODUCTION 1

2. CONTEXTE 3

3. PROGRAMME-CADRE 9

3.1 But 9

3.2 Objectifs 9

3.3 Résultats attendus 10

3.3.1 Compétences et technologies pour la composante post-récolte de la chaîne de valeur 11

3.3.2 Institutions et services innovants 12

3.3.3. Financement et atténuation des risques 14

3.3.4 Politiques progressistes et services publics 17

4. APPROCHE-PROGRAMME 21

4.1 PDDAA PILIER II comme cadre institutionnel central 21

4.2 intégration dans les organisations régionales, alliances et initiatives 22

4.3 priorité aux marchés nationaux et régionaux 22

4.4 aide publique pour engager le secteur privé 22

4.5 mécanismes financiers synergiques et complémentaires 23

Photos

p. ix Ouvrière dans une usine de sardine. © FAO / Giuseppe Bizzarri

p. 5 Production de lait végétal. © FAO / Roberto Faidutti

p. 6 Travailleurs d'une maison d'emballage de dattes destinées à l'exportation (Naute government Fram). © FAO/M Manunjebo.

p. 10 Opérateur d'un broyeur à marteaux au travail. © FAO / Alberto Conti

p. 15 Transport de sacs de riz des champs après le battage et le vannage. © FAO / Alberto Conti

p. 16 Ouvriers dans un broyeur à marteaux de l'Etat. © FAO / Alberto Conti

Liste des acronymes

AGRA	Alliance pour la Révolution Verte en Afrique
BAD	Banque Africaine de Développement
PDDAA	Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique
CENUA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
HLCD-3A	Conférence de Haut Niveau sur le Développement des Agro-industries et de l'Agribusiness en Afrique
CEA	Commission Economique pour l'Afrique
UNECA	commission économique pour l'Afrique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
GAIF	Forum mondial pour l'agro-industrie
ID3A	Initiative pour le Développement de l'Agribusiness et des Agro-industries en Afrique
IFPRI	International Food Policy Research Institute
ISO	International Organization for Standardization
MSP	Mesures sanitaires et phytosanitaires
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement en Afrique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
PDDAA	Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
RDM	Rapport sur le Développement dans le Monde

REA	Rapport économique sur l'Afrique
REC	Régional Economic Commission- Commission économique régionale
SFI	Société Financière Internationale
TIC	Technologies de l'information et des communications
UA	Union Africaine

Résumé exécutif

La Conférence de haut niveau sur le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique, se tiendra à Abuja (Nigéria) en mars 2010. A cette occasion sera lancée l'Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique (ID3A). Un certain nombre d'institutions sont derrière cette initiative dont l'ONUDI, la FAO et le FIDA en partenariat avec la Banque Africaine de Développement, la Commission de l'Union Africaine, la Commission Economique pour l'Afrique et le Gouvernement de la République fédérale du Nigeria. Afin d'assurer la croissance économique et la sécurité alimentaire, cette initiative vise à favoriser le développement en Afrique d'un agribusiness et d'une agro-industrie concurrentiels, durables et globales.

Un cadre de programmation et un mécanisme de financement intégré pour promouvoir le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique ont été mis au point à l'issue d'une série de consultations avec des experts et des organismes africains. Ces deux instruments constituent ensemble l'épine dorsale de l'initiative ID3A. Celle-ci devrait être examinée et adoptée par les chefs d'État et de gouvernement africains pendant la Conférence de haut niveau.

L'initiative ID3A adhère aux principes du Programme Intégré pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA). Elle vient à point nommé eu égard à la récente Déclaration de Syrte intitulée « Investir dans l'agriculture pour la croissance économique et la sécurité alimentaire », dans laquelle les chefs d'État et de gouvernement africains reconnaissaient expressément l'importance de mesures et d'interventions proactives visant à accroître les investissements dans l'agriculture et la nécessité de continuer à améliorer les politiques sectorielles en vue d'une croissance économique accélérée. Les dirigeants africains s'engageaient également dans la Déclaration en faveur de l'un des éléments clefs de l'initiative ID3A, à savoir l'appui à la promotion de réformes institutionnelles visant à stimuler et faciliter une expansion accélérée des opportunités de marché liées à l'agriculture.

L'Initiative ID3A va dans le sens du consensus qui se fait jour en Afrique selon lequel, si l'on veut que l'agriculture soit le principal secteur qui stimule la croissance économique, il faut aussi que les investissements aillent au-delà de l'amélioration de la productivité agricole et portent sur le développement de l'agribusiness et des agroindustries. L'initiative tire aussi parti des forces économiques, sociales et politiques positives qui donnent un nouvel élan à la croissance et au développement en Afrique, à savoir le potentiel que représentent les marchés agroalimentaires nationaux et régionaux, les possibilités de substitution des importations de produits alimentaires à forte valeur ajoutée et les taux rapides d'urbanisation sur le continent. En outre, l'initiative repose sur l'engagement politique en faveur du rôle que peuvent jouer les agroindustries et l'agribusiness, en tant que moteurs économiques, dans la réduction de la pauvreté en Afrique, tel qu'il a été reconnu dans le Programme Intégré pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA). L'initiative vise à doter l'Afrique d'un secteur agricole qui, d'ici à 2020, comprendra des chaînes de valeur agricoles hautement productives et rentables, qui établiront un lien efficace entre les petits et moyens producteurs agricoles et les marchés. Ces chaînes agricoles assureront également une offre de denrées alimentaires, de fibres, de fourrages et de produits combustibles à forte valeur ajoutée. Elles contribueront à relever les revenus des agriculteurs, à gérer les ressources naturelles de manière durable et à générer plus d'emplois de qualité.

Le principal objectif de l'initiative ID3A est d'accroître les flux d'investissement du secteur privé vers le secteur agricole africain, en mobilisant des ressources pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries auprès des systèmes financiers nationaux et internationaux. Elle supportera un effort coordonné des gouvernements africains, des organismes régionaux, des organismes des Nations Unies et autres organisations internationales, ainsi que du secteur privé, visant à échanger les connaissances et à harmoniser les programmes de manière à susciter des synergies, éviter la dispersion des efforts et accroître l'impact sur le développement. Elle soutiendra également un programme d'investissement qui augmentera sensiblement la part des produits agricoles africains transformés en produits différenciés à forte valeur ajoutée, de sorte qu'en 2020, plus de 50 % des produits alimentaires du continent vendus sur les marchés locaux et nationaux soient des produits transformés.

Selon les estimations de la FAO, il faudra investir d'ici 2050, et rien qu'en Afrique subsaharienne, un montant global cumulé de 940 milliards de dollars (au taux de 2009) dans l'agriculture et les services de soutien en aval. Soixante six pour cent de ce montant sera affecté aux dépenses en capital dans l'agribusiness et les agro-industries, et ce afin de couvrir des postes tels que : dispositifs de chaîne du froid et d'entreposage (78 milliards), installations des marchés ruraux et de gros (159 milliards), premier stade de la transformation (207 milliards), mécanisation (59 milliards), et sources d'énergie et matériels divers (115 milliards). Ces investissements devront provenir essentiellement du secteur privé. Le secteur public devra donc créer et maintenir des conditions qui favorisent les investissements du secteur privé (y compris des agriculteurs) dans l'agribusiness et les agro-industries. C'est dans le but d'aider les pays africains à relever ce défi qu'ont été mis au point les mécanismes de programmation et de financement qui, ensemble, constituent l'épine dorsale de l'initiative ID3A.

Les résultats que l'on attend de l'initiative ID3A s'articulent autour de quatre axes principaux:

- Compétences et technologies nécessaires dans les segments post-production des chaînes de valeur agricoles;
- Institutions et services novateurs;
- Mécanismes de financement et d'atténuation des risques; et
- Mesures politiques facilitant les affaires et la fourniture de biens publics.

Quatre à cinq domaines d'intervention spécifiques sont identifiés dans chacun des quatre axes. Ainsi, s'agissant des mesures politiques facilitant les affaires, un appui serait apporté par ID3A aux pays africains dans les domaines suivants : élaboration de stratégies sectorielles, cadres réglementaires, classes et normes, mécanisation de l'agriculture, marchés et infrastructure commerciale et politiques agro-commerciales.

Prises ensemble, ces interventions devraient permettre de réorienter les institutions agricoles et les services de soutien de manière à créer un réseau souple d'institutions capables de répondre aux besoins de l'agribusiness et des agro-industries.

Le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique exigera une injection massive d'investissements en capital fixe et de fonds de roulement. Des investisseurs privés et des acteurs du secteur financier en Afrique ont la capacité de fournir les ressources nécessaires mais, pour de nombreuses raisons, le secteur agricole n'attire ni les investisseurs du secteur privé ni les institutions financières. Pour libérer les ressources, il est indispensable d'accroître la rentabilité et de réduire les risques liés aux investissements. Les interventions qui emportent l'adhésion de l'initiative ID3A sont censées améliorer le ratio rentabilité/risque en accroissant la productivité et l'efficacité et en réduisant le coût des activités commerciales. En outre, l'initiative encouragera les mécanismes visant à mobiliser des ressources supplémentaires et à limiter les coûts et les risques pour d'éventuels investisseurs et fournisseurs de services financiers. Il s'agit notamment de l'appui aux partenariats public-privé, des garanties de prêts, des fonds d'investissement ciblant les agro-entreprises africaines, des mécanismes de financement de la chaîne de valeur et des produits permettant de limiter les risques tels que les assurances et les systèmes de récépissés d'entreposage.

L'initiative suit une orientation stratégique qui donne la priorité aux marchés, ressources, entreprises et structures de gouvernance africains. En mettant l'accent sur les agro-industries et l'agribusiness, elle complète de façon originale les efforts actuellement menés sur le continent pour faire du secteur agricole le moteur de la croissance et du développement socioéconomique. Comme indiqué plus haut, elle adhère aux principes du Programme Intégré pour le Développement de l'Agriculture en Afrique et plus particulièrement de son second pilier en tant que cadre institutionnel de référence. Elle est aussi conçue pour s'intégrer dans les organisations et alliances régionales africaines et entretenir avec les mécanismes de financement existants des liens de synergie et de complémentarité.

Le mécanisme de financement de l'initiative ID3A comprendra deux guichets financiers pour les interventions du secteur public et du secteur privé prévues dans le cadre de programmation. Le guichet du secteur public consistera pour l'essentiel en des prêts et en un financement de l'assistance technique, alors que celui du secteur privé nécessitera un fonds d'investissement commercial et l'octroi de garanties

partielles de crédit et de subventions de contrepartie, qui devraient permettre de mobiliser des ressources supplémentaires auprès des institutions financières nationales, régionales et internationales. D'autres options prises en compte dans le mécanisme de financement sont :

i. les mécanismes financiers particuliers visant les aspects spécifiques qui sont prévus dans le cadre de programmation mais qui ne sont pas appuyés par ces mécanismes financiers existants. Il s'agit des emprunts provenant du secteur public (ex FIDA et BAD guichet secteur public) et du secteur privé (ex BAD guichet secteur privé et la SFI de la BM) ;

ii. un cadre de suivi et d'évaluation qui assure que les mécanismes actuels portent sur les domaines identifiés dans le programme ID3A

iii. le développement de mécanismes spécifiques au pays qui faciliteraient les investissements dans le secteur de l'agribusiness et de l'agro-industrie (à travers les initiatives des banques centrales par exemple).

1. INTRODUCTION

Dans le but de stimuler le développement durable, concurrentiel et global de l'agro-industrie et de l'agribusiness en Afrique comme facteur de croissance économique et de sécurité alimentaire sur le continent, la Commission de l'Union Africaine (CUA), le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) par l'intermédiaire du Programme Intégré pour le Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) et en partenariat avec la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) et l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) lanceront *l'Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique* (ID3A) lors de la Conférence de Haut Niveau sur le Développement de l'Agribusiness et des Agro-industries en Afrique (HLCD-3A). Celle-ci se tiendra en Mars 2010 à Abuja suite à l'invitation du Gouvernement de la République fédérale du Nigeria.

La conférence (HLCD-3A) est organisée pour suivre les mesures du Forum Mondial pour l'Agro-industrie (GAIF) qui s'est tenu à New Delhi en avril 2008, à l'initiative de la FAO, l'ONUDI et le FIDA en partenariat avec le gouvernement indien.

Les objectifs du forum consistaient à:

- tirer les enseignements des principales expériences réussies afin d'encourager les agro-industries compétitives dans le monde en développement ;
- garantir une collaboration plus solide et des activités conjointes entre les organisations multilatérales qui contribuent au développement de l'agro-industrialisation, et
- établir clairement quels sont les rôles du secteur public, des organisations multilatérales et du secteur privé dans le développement agro-industriel.

Plus de 500 participants venant de quelque 110 pays ont assisté à cet événement : des délégations composées de hauts représentants de gouvernements, des leaders de l'industrie alimentaire, des agences officielles de l'ONU, des représentants des organisations de la société civile, et des spécialistes de l'agro-industrie.

Au cours de ce Forum (GAIF), les représentants de 44 pays africains se sont réunis pour examiner les tendances et les priorités régionales et ont invité les organismes des Nations Unies présents à organiser des forums régionaux pour débattre des actions concrètes à mener pour promouvoir l'agro-industrie et l'agribusiness en Afrique. Dans la déclaration conjointe du forum (GAIF) les agences des NU co-organisatrices ont accepté d'entreprendre des consultations avec les dirigeants et les organisations régionales en vue de définir la meilleure voie à suivre.

On attend de cette conférence (HLCD-3A) une sensibilisation accrue au rôle pivot de l'agro-industrie et de l'agribusiness dans le développement économique durable du continent africain. On espère aussi qu'elle renforcera la reconnaissance par les gouvernements africains de la nécessité d'élaborer des stratégies de développement agro-industrielles allant au-delà des efforts consentis habituellement pour développer le secteur agricole, en adoptant des approches novatrices et intégrées qui permettraient aux systèmes agro-alimentaires africains d'accéder à la modernité, la compétitivité, la durabilité et la non-exclusion.

Ces finalités sont cohérentes avec les points de vue exprimés dans le récent Rapport sur l'Economie Africaine 2009 (REA 2009)[1], qui reconnaît explicitement que les économies africaines peuvent progresser en développant l'agribusiness et plus particulièrement les industries agricoles de transformation. Le rapport attire l'attention sur la nécessité de renforcer les liens entre l'agriculture et l'agro-industrie ainsi que

1 Rapport Economique sur l'Afrique 2009 : L'approche des chaines de valeur régionales intégrées pour développer l'agriculture en Afrique, Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique, Addis Abeba, 2009.

l'agribusiness pour faire de l'agriculture un puissant moyen de transformation des économies africaines.

Ces finalités sont également compatibles avec la déclaration de Syrte de juillet 2009 en marge de la treizième session du sommet de l'UA. Déclaration dans laquelle les chefs d'Etat et de gouvernements africains ont explicitement reconnu la nécessité des mesures préventives et des interventions visant à accroître les investissements dans l'agriculture et l'amélioration continue des politiques du secteur pour une croissance économique accélérée. La Déclaration de Syrte a également exprimé l'engagement des dirigeants africains à apporter leur soutien à la promotion des réformes institutionnelles destinées à stimuler et faciliter l'expansion accélérée de l'agriculture étant donné les opportunités offertes par le marché. C'est l'une des clés de voûte de l'initiative ID3A, qui sera présentée à Abuja au cours de la HLCD-3A en Mars 2010.

Au cours de la préparation de la conférence (HLCD-3A) et de l'initiative ID3A, un document de travail a été préparé pour servir de toile de fond aux discussions de la réunion des experts (EGM) qui s'est tenue à Vienne en Autriche du 27 au 29 Avril 2009. Celle-ci a réuni des experts du développement de l'agribusiness et des agro-industries venant de 19 pays d'Afrique, ainsi que des personnes ressources, des agences de développement, des institutions académiques et de recherche, des organisations bi et multilatérales et des institutions financières qui travaillent sur le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique. Les objectifs de l'EGM étaient de discuter les principales contraintes entravant le développement de l'agribusiness et des agro-industries sur le continent et de considérer un programme cadre pour leur développement en Afrique.

Une étape préparatoire supplémentaire a été consacrée à l'élaboration du présent document qui présente le cadre de programmation pour l'initiative ID3A, décrivant son but, ses objectifs, les résultats attendus, et l'approche-programme. Ce document est basé sur le document de travail mentionné plus haut. Une équipe de six experts africains ayant assisté à l'EGM a été convoquée pour évaluer les priorités, en prenant en considération les documents et les résultats des délibérations de cette réunion d'experts et pour préparer le premier projet de ce document. Lors de la préparation du document, l'équipe d'experts a été appuyée par les divisions techniques de la FAO et de l'ONUDI qui ont affiné le projet et l'ont retransmis à l'équipe pour examen puis approbation.

Le but de ce document est d'informer les principaux responsables des Ministères africains en charge du développement de l'agro-industrie et de l'agribusiness afin de recueillir leurs observations pour affiner et améliorer la présente proposition et la soumettre pour adoption par les institutionnels.

2. CONTEXTE

Augmenter les revenus, réaliser la sécurité alimentaire, améliorer le bien être social demeurent des objectifs à atteindre par l'Afrique et ses partenaires régionaux et internationaux engagés dans le développement du continent. Divers stratégies et programmes sont mis en œuvre en vue d'améliorer la situation économique actuelle et les indicateurs sociaux. Des avancées significatives ont été observées, mais les évolutions récentes de la situation économique internationale ont montré qu'il reste encore de la place pour d'autres initiatives novatrices pouvant contribuer à accélérer la croissance économique et le développement social sur le continent.

Les efforts entrepris par l'Afrique pour promouvoir le développement économique et social ont été entravés par un certain nombre d'événement récents, dont les principaux sont la flambée des prix des produits alimentaires et la récession économique mondiale. En raison des prix élevés des denrées alimentaires, la facture d'importation des céréales par les pays africains a augmenté de 49 pour cent pour la seule année 2008, malgré la baisse des cours pendant le deuxième semestre de la même année. Le niveau des prix des denrées alimentaires demeure élevé et volatile par rapport à la moyenne des prix. En conséquence, les défis de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté demeurent un souci pour la plupart des pays africains. La crise financière mondiale de la fin 2008 a conduit à un ralentissement de la croissance économique mondiale, des échanges commerciaux et à la récession dans de nombreux pays. La crise a affecté les pays d'Afrique où le taux de croissance est passé de 6.0 pour cent à 5.1 pour cent entre 2007 et 2008. Dans un proche avenir, on s'attend à une diminution des envois de fonds et des Investissements Directs Etrangers (IDE). Les importations d'huile végétale et des intrants à usage agricole tels les engrais seront probablement touchés par la détérioration des termes de l'échange. Dans le même temps l'aide au développement risque de baisser.

Pour faire face à ses défis de développement, l'Afrique a besoin de prendre des initiatives novatrices non seulement pour réaliser en priorité la sécurité alimentaire et la cohésion sociale, mais aussi pour promouvoir la croissance économique et l'intégration dans les marchés régionaux et internationaux qui conduiraient à réduire durablement la pauvreté. La mondialisation et l'interdépendance croissante des économies ont créé des possibilités d'élargir et de diversifier la base des économies africaines, qui dans plusieurs cas dépendent du secteur agricole. En effet, l'agriculture reste un secteur clé dans les économies africaines, représentant 70 pour cent des emplois et contribuant pour environ 25 pour cent du PIB dans de nombreux pays.

L'agriculture demeurera une importante source de subsistance en Afrique dans l'avenir. A court terme, l'agriculture qui constitue la pierre angulaire de la sécurité alimentaire, continuera à être vitale pour le continent. Cela a été souligné par les études récentes menées par la FAO en prévision du forum d'expert de haut niveau sur **Comment nourrir le monde en 2050**, qui s'est tenue à Rome en Octobre 2009 en prélude au Sommet mondial sur la sécurité alimentaire (Novembre 2009-Rome). Les études montrent que pour répondre à la demande croissante de produits d'origine végétale et animale, les investissements cumulés nécessaires en agriculture et les services en aval pour la période 2006-2050, soit 44 ans, s'élèvent à 940 milliards de dollars (en 2009 US $). Pour 93 pays en développement dans le monde, les estimations montrent que le montant cumulé des investissements nécessaires au cours de la même période atteindra le chiffre astronomique de 9,6 trillions de dollars (tableau 1)[2]

Environ 66 pourcent de ce montant sera manifestement nécessaire pour couvrir les besoins en capitaux de l'agro-industrie et de l'agribusiness en Afrique subsaharienne portant sur les infrastructures de stockage de froid et de séchage pour US $78 milliards, les marchés de gros ruraux pour 159 milliards US$, de première transformation pour 207 milliards US $, la mécanisation pour 59 milliards US $, d'autres sources d'énergie et équipements pour 115 milliards US$. Ces investissements devront à priori être portés principalement par le secteur privé. Le secteur public sera donc mis au défi de créer les conditions favorables pour accueillir les investissements dans l'agro-industrie et l'agribusiness

2 Besoins en capitaux pour l'agriculture des pays en développement à l'horizon 2050, FAO Rome 2009

TABLEAU 1
Investissements cumulés de 2005/07 à 2050 par région, en milliards de dollars US

Rubriques	Afrique Sub-saharienne	Amérique latine & Caraïbes	Moyen orient & Afrique du Nord	Asie du Sud	Asie de l'Est
Produits primaires y compris mécanisation et autres sources d'énergie	496	844	771	1392	1684
Services de soutien en aval (stockage, marchés et 1ere transformation)	444	960	422	894	1266
Total	940	1804	1193	2286	2950

Source: Exigences de capital pour l'agriculture dans les pays en développement à l'horizon 2050, la FAO, Rome, 2009 [en Dollar US valeur 2009]

En effet, alors que le rôle central de l'agriculture dans le développement économique en Afrique a été largement accepté, les décideurs et les planificateurs du développement reconnaissent de plus en plus la nécessité de porter davantage attention à l'agro-industrie et l'agribusiness dans leurs stratégies visant à promouvoir le développement économique du continent. Plusieurs ministères de l'agriculture, par exemple, reconnaissent ouvertement dans leurs énoncés de mission et de plans stratégiques le rôle clé des chaînes de valeur agricoles, de l'agriculture commerciale et de la valeur ajoutée dans le développement économique.

Il s'est dégagé un consensus général selon lequel les investissements dans l'agriculture doivent aller au-delà des améliorations de la productivité au niveau des exploitations agricoles pour s'étendre à l'agribusiness et au développement agro-industriel, si l'agriculture devait être le moteur de la croissance économique.

Comme il a été souligné dans le Rapport Afrique Economie 2009, l'agriculture dans le continent n'a pas été suffisamment liée à l'agro-industrie et à l'agribusiness. Par conséquent, des programmes novateurs pour renforcer ces liens sont nécessaires. À cet égard, deux aspects précis sont particulièrement importants pour consolider l'engagement politique grandissant pour le développement de l'agro-industrie et de l'agribusiness en Afrique, à savoir :

- le rôle potentiel de l'agro-industrie et l'agribusiness dans l'accélération de la croissance économique et la contribution du secteur agricole dans le développement économique, et

- les performances insatisfaisantes dans le commerce et les marchés internationaux, mais des possibilités accrues sur les marchés intérieurs et le commerce régional.

Le potentiel de l'agribusiness et l'agro-industrie en tant que moteur de la croissance est bien connu. Le rapport sur le Développement dans le Monde (RDM) 2008 a attiré l'attention sur le fait que la part de l'industrie agroalimentaire et des agro-industries dans le PIB tend à augmenter à mesure que les pays passent d'un niveau de revenu bas à des niveaux supérieurs. Grâce à leurs effets en aval et en amont, les investissements dans ces secteurs produisent d'importants effets multiplicateurs, génèrent de la demande pour les produits agricoles, les intrants et les services qui leur sont connexes, créent des emplois agricoles et non agricoles, améliorent les revenus et contribuent à créer plus de valeur ajoutée et enfin accroissent les recettes publiques. Grâce au développement des agro-industries et de l'agribusiness, l'accès aux marchés, au financement et à l'assistance technique peuvent être facilités pour les petits agriculteurs, permettant ainsi leur implication dans des chaînes de valeur modernes et efficaces.

L'agro-transformation des denrées alimentaires augmente la sécurité alimentaire de quatre façons principales: (a) en réduisant les pertes après- récolte, dont les estimations montrent qu'elles pourraient atteindre les 30 pour cent pour les céréales, 50 pour cent pour les racines et tubercules, et jusqu'à 70 pour

cent pour les fruits et légumes ; (b) en allongeant la durée de conservation des aliments, ce qui permet d'atteindre plus facilement les zones urbaines où la majorité de la population se trouve concentrée; (c) en valorisant les produits, les revenus s'améliorent et le niveau d'emploi augmente le long de la chaîne alimentaire, de la production à la consommation, et (d) en améliorant la qualité et la salubrité des aliments à travers l'établissement de systèmes de certification et de traçabilité appropriés et une harmonisation des normes, accroissant ainsi l'accès aux marchés. En somme, les effets combinés de l'augmentation de l'emploi, l'amélioration des revenus, la non-exclusion et la sécurité alimentaire favorisés par une stratégie de développement de l'agribusiness et des agro-industries, peuvent contribuer efficacement à la réduction globale de la pauvreté en Afrique.

En matière de commerce, en dépit de la demande mondiale croissante en produits agro-industriels de haute valeur, l'Afrique doit encore faire des progrès significatifs au niveau local en valorisant ses produits agricoles de base et en assurant leur conformité aux normes internationales. En effet, les pays africains contribuent pour moins de 10 pour cent de la valeur ajoutée globale créée. Le commerce international de l'Afrique est dominé par les exportations de produits primaires, qui représentent près de 60 pour cent de la valeur totale des exportations, avec les 40 pour cent restants représentés par les combustibles. Parmi les produits primaires hors combustibles exportés, les produits agricoles comptent pour plus 25 pour cent des recettes provenant des échanges commerciaux. Les marchés régionaux et locaux offrent des possibilités de croissance pour l'industrie agro-alimentaire en Afrique. Selon la Commission de l'Union Africaine (CUA) des statistiques sur le commerce et les marchés montrent que la demande de produits agricoles et de produits de haute valeur provenant d'Afrique devrait passer de 50 milliards de dollars US en 2000 à 150 milliards de dollars US en 2030. Le revenu potentiel total que les agriculteurs pourraient générer au niveau des exploitations agricoles s'élèverait à presque 30 milliards de dollars US du simple fait de l'augmentation des échanges commerciaux sur les marchés locaux et transfrontaliers. Renforcer les liens nécessaires au sein du marché pourrait accroître les revenus des ruraux de 60 milliards de dollars US supplémentaires.

Les marchés africains sont d'une taille sous-dimensionnée pour assurer la rentabilité d'investissements privés importants. Les exportations intra-régionales sont relativement faibles (en moyenne 3,8 milliards de dollars entre 2000 et 2005) tandis que les importations de produits agricoles représentent en moyenne 33 milliards de dollars US. Il y a donc une nécessité de renforcer la croissance tirée par l'agriculture; ceci sera difficile à réaliser sans renforcement des liens inter-pays et la création d'intérêts mutuels à travers le développement du secteur agroalimentaire et d'un agribusiness rentable. Ce dernier devra se concentrer sur les priorités nationales et régionales, étant donné l'extrême fragmentation des marchés des produits alimentaires et agricoles.

Outre les forces économiques citées précédemment, un certain nombre de facteurs politiques et sociaux sont propices au développement de l'agribusiness et de l'agro-industrie en Afrique. Une force sociale clé est l'urbanisation rapide du continent africain, où les taux de croissance de la population urbaine sont les plus élevés au monde. D'après le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP : état de la

population mondiale 2007), la population urbaine de l'Afrique passerait de 349 millions à 759 millions entre 2005 et 2030. En 2035, les zones urbaines représenteront 53 pour cent de la population de l'Afrique. La croissance urbaine est un avantage potentiel pour l'agribusiness et l'agro-industrie parce qu'elle offre aux producteurs et aux transformateurs l'accès à des marchés urbains en expansion et à une demande accrue en produits agricoles notamment transformés. En outre, l'évolution de l'urbanisation fait qu'il est nécessaire d'augmenter la productivité agricole et de moderniser les filières agro-alimentaires de manière à permettre une production efficace et la fourniture de denrées alimentaires pour un nombre croissant de citadins.

Une autre force sociale pertinente découle du profil démographique du continent africain, où la population est essentiellement jeune. En effet, plus de la moitié des Africains a moins de 20 ans. Les jeunes constituent à la fois un bassin de main-d'œuvre et une source de potentiel entrepreneurial qui peut constituer un soutien pour l'agribusiness et l'agro-industrie. Tout aussi important, de nombreux jeunes Africains ne voient pas l'activité agricole traditionnelle comme une occupation intéressante; des agro-entreprises productives et rentables sont donc plus susceptibles d'attirer de jeunes Africains talentueux.

Politiquement, l'Afrique connaît une période de stabilité relative. Cette dernière constitue un facteur crucial dans la mise en œuvre de politiques publiques efficaces qui facilitent la croissance économique et libèrent des investissements pour l'agribusiness et l'agro-industrie. De plus, l'intégration régionale sur le continent, à travers des accords commerciaux, a enregistré quelques progrès en dépit des contraintes liées à l'infrastructure et aux obstacles non tarifaires.

Un autre facteur politique important est la reconnaissance de l'agribusiness et de l'agro-industrie comme levier économique important pour réduire la pauvreté dans le cadre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA) pilier II, qui est une composante du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD). Le programme PDDAA pilier II, en particulier, est directement lié à l'agenda politique et aux initiatives visant à promouvoir l'agribusiness et l'agro-industrie. Améliorer l'infrastructure et gagner l'accès du marché aux chaînes d'offres locales, régionales et extra-régionales sont essentiels pour le développement de l'agribusiness et de l'agro-industrie qui à leur tour contribuent à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

Stimulé par la vision du PDDAA, une initiative mérite d'être mentionnée ; il s'agit de l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (AGRA), fondée en 2006 par la Fondation Rockefeller et la Fondation Bill et Melinda Gates, comme approche exhaustive visant à accroître la productivité et les revenus des

petits exploitants agricoles africains. Tout en se concentrant sur les petits exploitants agricoles grâce à ses travaux sur les systèmes semenciers, la fertilisation et l'eau, l'Alliance a également porté un intérêt plus large à l'amélioration de l'accès aux marchés des intrants et des productions tout en encourageant les politiques gouvernementales de soutien aux petits producteurs.

La décision prise récemment par l'Union Africaine de choisir comme thème «Investir dans l'agriculture pour la croissance économique et la sécurité alimentaire » en marge de la treizième Session ordinaire tenue en Juillet 2009 à Syrte, Grande Jamahiriya Arabe Libyenne, est un signe fort du niveau d'engagement pour une agriculture axée sur la transformation de l'économie sur le continent. Comme indiqué précédemment dans le présent document, la Déclaration de Syrte exprime l'engagement des Chefs d'Etat et de gouvernements à procéder à

> *« .....une politique pertinente et des réformes institutionnelles destinées à stimuler et faciliter l'expansion accélérée des débouchés associés au marché agricole ... améliorer l'accès des petits agriculteurs aux intrants, à l'infrastructure commerciale nécessaire et aux compétences techniques, pour les intégrer pleinement dans les chaînes de valeur en progression. »*

Ces priorités sont pleinement compatibles avec la logique et les interventions proposées par la ID3A qui sera lancée au cours de la Conférence de Haut Niveau sur le Développement de l'Agribusiness et des Agro-industries (HLCD-3A). Avec l'accent mis sur l'agribusiness et les agro-industries, l'initiative ID3A constitue donc un complément parfaitement opportun aux efforts et aux engagements en cours pour accélérer le développement agricole et rural en Afrique.

3. PROGRAMME-CADRE

Cette section porte sur un programme cadre que les gouvernements africains pourraient prendre en considération et mettre en œuvre pour accélérer le processus et faire de l'agriculture le moteur de la croissance économique. Le programme cadre identifie les objectifs et les interventions prioritaires visant à accroître le financement du développement de l'agriculture à travers un appui concerté au développement de l'agribusiness et de l'agro-industrie.

Le cadre fournit une base pour définir des résultats attendus précis et réalisables à travers l'ID3A.

3.1 BUT

Le but de l'initiative ID3A est d'avoir en Afrique en l'an 2020, un secteur agricole constitué de chaînes de valeur agricoles hautement productives, rentables qui :

- intègrent réellement dans les marchés les petits et moyens producteurs;
- contribuent efficacement à l'augmentation des revenus des agriculteurs à travers un processus de création de valeur ajoutée;
- approvisionnent les consommateurs aux niveaux local, régional et international, en aliments, fibre, fourrage et produits combustibles, différenciés et hautement valorisés;
- conduisent à la rétention d'une proportion importante du prix au consommateur dans les communautés ou pays où la production primaire a lieu;
- utilisent les ressources naturelles d'une manière durable, et
- agissent comme une base réelle pour l'industrialisation et la création de plus d'emplois de qualité supérieure.

A moyen et long termes, l'initiative conduira à l'émergence :

- d'un agribusiness et d'une agro-industrie efficaces, profitables et concurrentiels, pouvant fournir des services et des intrants aux petits exploitants agricoles et pouvant mobiliser des capitaux des institutions financières nationales, régionales et internationales et;
- de politiques publiques et d'institutions facilitant l'augmentation des investissements dans l'agriculture et fournissant d'une manière efficace au secteur des services et des intrants, soit par elles-mêmes, soit en collaboration avec le secteur privé.

3.2 OBJECTIFS

L'objectif majeur de l'ID3A est d'accroître les flux d'investissements privés dans le secteur agricole en Afrique en mobilisant les ressources financières d'origine nationale, régionale et internationale, au profit de l'agribusiness et de l'agro-industrie. Plus précisément l'initiative aura à :

i. Tirer partie de l'attention portée au développement de l'agriculture en Afrique afin d'accélérer le développement des secteurs de l'agribusiness et de l'agro-industrie qui garantissent une valeur ajoutée aux produits agricoles africains, répondent aux besoins du marché intérieur et contribuent au commerce intra-africain ;

ii. Améliorer la gouvernance des secteurs de l'agribusiness et de l'agro-industrie et soutenir les efforts bien coordonnés des pays africains, des Commissions Economiques Régionales d'Afrique, des agences onusiennes et autres agences internationales ainsi que du secteur privé pour partager les connaissances et harmoniser les programmes de manière à exploiter les synergies, éviter la dispersion des efforts et renforcer les effets du développement.

iii soutenir un programme d'investissement qui permettra d'accroitre considérablement en Afrique la part de la production agricole transformée en produits différenciés de grande valeur; de sorte que, d'ici 2020, plus de 50 pour cent des produits alimentaires africains vendus sur les marchés locaux et nationaux seraient des produits transformés et la proportion des exportations agricoles d'Afrique en produits transformés destinés au consommateur aurait plus que doublé, tout en répondant pleinement aux normes de sécurité exigées par le consommateur sur le marché local ou international.

3.3 RÉSULTATS ATTENDUS

Les résultats attendus de l'ID3A se ramènent à quatre domaines principaux de soutien essentiels pour le développement de l'agribusiness et de l'agro-industrie :

- Compétences et technologies nécessaires dans les segments post-production des chaînes de valeur agricoles;
- Institutions et services novateurs;
- Mécanismes de financement et d'atténuation des risques; et
- Mesures politiques facilitant les affaires et la fourniture de biens publics.

3.3.1 Compétences et technologies pour la composante post-récolte de la chaîne de valeur

A l'heure actuelle, les systèmes de recherche agricole, l'éducation et la vulgarisation sont fortement centrés sur les questions de systèmes de production comme l'élevage, l'agronomie et la gestion des sols. Beaucoup de programmes spéciaux focalisent aussi et surtout sur la production primaire drainant suffisamment de compétences qui s'orientent vers les activités d'élevage et la partie agronomique des chaînes de valeur, contrairement aux activités poste récolte. Pour accélérer le développement du secteur agricole et augmenter sa contribution au développement économique global, il y a un besoin urgent de renforcer les compétences et les technologies qui améliorent l'efficacité et la productivité des chaines de valeur comme un complément à l'appui consenti pour augmenter la productivité de la production primaire.

Les principaux domaines d'intervention relatifs au développement de la chaine de valeur, incluraient des interventions intégrées en mettant l'accent sur les points suivants :

Les associations professionnelles

Au fur et à mesure que l'agribusiness et l'agro-industrie se développent, il y a inévitablement un impact sur les systèmes de production et de commercialisation traditionnels. En effet, un élément important justifiant le développement du secteur agroalimentaire est d'élargir les débouchés et d'améliorer les prestations de services aux agriculteurs. Néanmoins, un développement rapide des agro-industries peut constituer un risque pour les petits exploitants agricoles, les commerçants, les transformateurs, les grossistes et les détaillants. Pour atténuer les risques et maximiser les opportunités, il est important de renforcer et soutenir les associations de producteurs, d'industriels et de commerçants. Ces associations jouent un rôle important en appuyant les actions conjointes, la mise en réseau des membres, l'établissement de relations avec d'autres organisations et entreprises, et enfin améliorent la participation dans la politique et la programmation.

Les organisations de producteurs en particulier, peuvent renforcer les capacités des agriculteurs à comprendre et à répondre aux exigences du marché, et peuvent aider les petits producteurs à réaliser des économies d'échelle dans l'achat d'intrants et la commercialisation de leurs produits. Le rôle des associations de producteurs et d'industriels est particulièrement important pour l'amélioration de la coordination dans le secteur et la représentation des intérêts du privé dans les négociations.

Le programme devrait fournir un appui aux producteurs et aux associations de l'industrie afin d'améliorer leur efficacité en fournissant des services à leurs membres et en renforçant leur viabilité et leur durabilité.

La chaîne de valeur de la facilitation

La facilitation des liens entre les affaires et les organisations est l'activité centrale dans le développement des chaînes de valeur. La facilitation et la mise à disposition des informations aident à construire un partenariat productif entre les producteurs et les entreprises et les entreprises entre elles dans la chaine de valeur. La facilitation des liens est particulièrement importante pour inclure les petits exploitants et les petites et moyennes entreprises (PME) dans les chaînes de valeur. La facilitation est nécessaire parce qu'il n'est ni facile ni moins coûteux de développer des relations de confiance et d'engagement qui sont nécessaires pour aboutir à des partenariats et des chaines de valeur intégrées. Au cours des dix dernières années, de nombreux organismes à but ou non lucratif, ont intégré la facilitation de chaines de valeur comme domaine majeur de leur prestation de services.

Le programme apporterait son soutien aux organismes qui offrent des services de facilitation de la chaîne de valeur et veillerait à ce que ces services soient durables et puissent être fournis à moindre coût dans la mesure du possible.

En outre le programme devrait promouvoir les services à caractère commercial comme un appui aux producteurs et aux agro-entreprises. Celui-ci doit inclure une assistance appropriée aux techniques de gestion et des services qui aident les agriculteurs et les entreprises à améliorer la qualité de leurs produits et leur efficacité, réduire les coûts et étendre les transactions. Les services aux entreprises sont importants pour toutes les entreprises, mais ils sont particulièrement cruciaux pour les petits agriculteurs, les entreprises de petite taille et les nouvelles start-ups dont les coûts de transaction sont importants par rapport au volume de leur production. Les entreprises prestataires de services offrent leur soutien et forment les compétences dans de nombreux domaines tels que la finance, la comptabilité, le marketing, la gestion des entreprises et l'économie.

Afin d'améliorer l'accès des agriculteurs et des PME aux services essentiels, le programme fournira

un appui à la reproduction et la mise en exergue des modèles réussis dans le domaine de la prestation de services pour le développement des affaires.

Renforcement des capacités des producteurs et des PME

Afin d'assurer de larges retombées positives du développement de l'agribusiness et de l'agro-industrie, les agriculteurs et d'autres acteurs mineurs de la chaine de valeur, doivent être capables de répondre, le moment venu, aux exigences de qualité et sécurité requises par les transformateurs, les transporteurs, les exportateurs et les détaillants.

Tous les intervenants dans la chaine doivent avoir le savoir et les technologies pour innover, diversifier, ou quitter le marché et donc s'adapter aux conditions changeantes des marchés.

Le programme fournira un soutien au renforcement des capacités des producteurs et des PME, ainsi que leurs partenaires de la chaîne, afin d'améliorer la capacité des producteurs à être des fournisseurs fiables et d'améliorer la productivité et l'efficacité le long des chaînes de valeur. Une attention particulière sera accordée aux programmes de formation pour encourager et permettre la participation des femmes et des jeunes dans le secteur de l'agribusiness et de l'agro-industrie.

Développement de la technologie et transfert

De nombreuses technologies potentiellement utiles sont «au fond des tiroirs », tandis que le secteur privé a du mal à commercialiser une gamme limitée de technologies dépassées.

Des moyens effectifs et efficaces sont nécessaires pour le transfert des technologies et ceci afin d'accroître les capacités des producteurs pour fournir à la chaine de valeur des matières premières de bonne qualité et des produits agricoles frais. Le transfert de technologie aux producteurs est loin d'être suffisant pour appuyer le développement des chaines de valeur. Il y a souvent un écart entre l'offre de technologies et les besoins spécifiques des agriculteurs et des entreprises. Une attention accrue est nécessaire pour le développement et le transfert de technologies améliorées dans des domaines tels que le génie agro-alimentaire et la logistique afin d'accroître l'efficacité le long des chaines de valeur. La collaboration public-privé et le partenariat dans la recherche et la dissémination des résultats de la recherche peuvent améliorer les techniques disponibles pour les petits producteurs, transformateurs et autres acteurs de la chaine de valeur.

Le programme fournirait un appui à l'innovation des produits et procédés et pour le transfert efficace et efficient des technologies aux agriculteurs et aux entreprises, y compris les arrangements institutionnels pour un partenariat public-privé.

Formation universitaire et professionnelle

Pour attirer les investisseurs vers l'agro-industrie et s'assurer que ces investissements se traduisent par la création d'emplois décents, il y a nécessité d'avoir une main d'œuvre hautement qualifiée dans tous les aspects techniques des agro-industries. Des entrepreneurs privés dynamiques sont également importants pour des chaines de valeur agricole, agribusiness et agro-industrielles réussies. Toutefois la formation des compétences entrepreneuriales et du savoir faire n'est pas acceptée comme une discipline universitaire à part entière.

Le programme fournira un appui qui permettra de réorienter et de renforcer la formation universitaire et professionnelle en agriculture et en ingénierie pour développer les capacités dans la manutention post-récolte, la valorisation par la transformation, la gestion de l'agribusiness et les compétences pour l'agro-industrie.

3.3.2 Institutions et services innovants

Similaire à la situation des chaines de valeur, la plupart des institutions et des services du secteur agricole sont axés sur le soutien aux producteurs et aux systèmes de production. Il est nécessaire de créer de nouvelles institutions agricoles et services d'appui, ou de réorienter ceux existants pour créer un réseau polyvalent d'institutions capables de faire face aux besoins de l'agribusiness et de l'agro-industrie. Il y a nécessité de valider davantage, reclasser et reproduire ces innovations par des projets pilotes et des prototypes, combinée avec l'évaluation et le renforcement des capacités.

Les principaux domaines d'intervention relatifs aux institutions et services innovants seraient notamment les suivants :

L'agriculture contractuelle et schémas productifs

Il existe maintenant beaucoup d'expériences d'agriculture contractuelle et de schémas productifs en Afrique et dans d'autres régions. Basé sur des tendances mondiale et régionale, il est à peu près certain que le développement de l'agribusiness et de l'agro-industrie sera associé à une dépendance accrue aux expériences réussies d'agriculture contractuelle ou autres manières de lier les agriculteurs à l'agribusiness. Les avantages potentiels de l'agriculture contractuelle sont biens connus, notamment un meilleur accès des agriculteurs à l'appui technique, aux intrants et aux marchés, et un approvisionnement fiable des entreprises de transformation en matière première.

Les difficultés et les contraintes en matière de contrats réussis et durables sont malheureusement bien connus également, tels que l'offre non-conforme, le détournement des intrants, les rapports de forces inégaux, les paiements tardifs. Il est nécessaire de s'appuyer sur le cumul d'expériences avec des contrats et des schémas productifs afin de maximiser les avantages potentiels pour les producteurs et les autres partenaires dans la chaine de valeur.

Une motivation supplémentaire pour se focaliser sur l'agriculture contractuelle, découle de l'actuel débat sur les acquisitions de terres à grande échelle en Afrique. Une attention accrue est accordée à l'importance de l'agriculture contractuelle en tant qu'arrangement institutionnel susceptible de répondre à certaines des préoccupations liées aux éventuelles conséquences négatives de ce type d'investissement sur le continent.

Le programme pourrait promouvoir des voies novatrices d'appui aux cultures sous contrats et aux autres voies d'intégration des agriculteurs aux marchés. Il fournirait aussi un appui pour renforcer les capacités techniques et managériales dans les domaines de la négociation de contrat et du respect des conformités visant les organisations d'agriculteurs, les intermédiaires spécialisés et les prestataires d'assistance technique.

Incubateurs d'entreprises, centres d'affaires et niches

En Afrique et ailleurs, plusieurs modèles novateurs ont été introduits pour promouvoir et soutenir le développement de l'agribusiness, tout en abordant certaines des contraintes majeures qui empêchent des exploitations individuelles et des compagnies de développer des entreprises et des chaines de valeur concurrentielles. Trois exemples de modèles bien connus sont les incubateurs d'entreprises, les centres d'affaires et les niches.

- Le pilotage par le biais des incubateurs d'entreprises peut aider les pays et les intervenants dans la chaîne de valeur à mieux comprendre et traiter les conditions nécessaires pour créer un agribusiness et une agro-industrie durables. Les avantages des incubateurs incluent des coûts peu élevés pour les start-up, une organisation des services d'approvisionnement, une formation aux pratiques commerciales et une connexion aux réseaux d'autres entrepreneurs.

- Les centres d'affaires, généralement mis en place par plusieurs partenaires, s'érigent en moteur de « savoir et d'information » pour identifier des opportunités et générer des plans d'affaire ayant un niveau élevé de rentabilité et de viabilité. Les centres d'affaire et les services d'information connexes peuvent être des moyens pour renforcer les partenariats sud-sud, développer des points focaux de franchisage pour les entreprises multinationales et permettre le développement d'entreprises régionales.

- Les niches sont des concentrations géographiques d'entreprises interconnectées, de fournisseurs spécialisés, de prestataires de services, d'entreprises en industries connexes, et d'institutions associées. L'attention s'est portée davantage sur le développement des niches dans d'autres industries, mais l'agro-industrie connaît un nombre croissant d'expériences prometteuses.

Le programme fournira un soutien pour piloter, évaluer et reproduire les modèles ci-dessus et d'autres apparentés pour appuyer la pratique des plans d'affaires et les start-up, améliorer la fourniture de services et renforcer la communication et la coopération interentreprises.

Recherche, Technologie et Parcs agro-alimentaires La recherche, la technologie et le parc agro-

alimentaire sont des innovations institutionnelles qui cherchent à constituer une masse critique d'entreprises interdépendantes, de services, d'investissement et de développement d'infrastructure.

Dans la plupart des cas, le secteur public crée des incitations pour attirer des entreprises et divers fournisseurs à travers une combinaison d'avantages fiscaux, tarifs réduits pour l'accès aux services publics, et investissements dans l'infrastructure. Les modèles les plus prometteurs et les plus pertinents pour l'Afrique pourraient apporter un soutien au développement d' activités dans la chaîne de valeur permettant de relier les petits exploitants et transformateurs aux autres partenaires clés tels que institutions financières, recherche et vulgarisation, transporteurs, etc.

Le programme fournirait un appui à l'évaluation et la planification des investissements nécessaires, y compris les besoins en infrastructures, l'élaboration de propositions de financement, développement d'unités de gestion et de coordination et amélioration des compétences techniques et managériales.

Étiquetage des produits et systèmes de certification

Pour que l'agro-industrie puisse avoir l'impact souhaité sur le développement, il est impératif de créer de nouvelles opportunités et de maintenir l'accès au marché pour les petits agriculteurs et les PME. Une stratégie clé pour le faire est de renforcer la capacité de répondre aux opportunités croissantes du marché pour les entreprises agro-alimentaires labellisées et certifiées. L'étiquetage et la certification constituent une base pour différentier les produits, augmentant ainsi leurs valeurs au-delà de celles des produits traditionnels vendus sur les marchés locaux. Alors que les prix des produits étiquetés et labélisés sont généralement plus élevés – quoi que pas autant qu'on ne le pense - les coûts sont généralement plus élevés. Néanmoins, les perspectives d'obtenir des rendements monétaires plus élevés par la pénétration des marchés de niche et l'approvisionnement des détaillants modernes ont conduit à la prolifération des systèmes d'étiquetage et de certification. Bien que ce processus soit à un stade relativement récent en Afrique, il présente un intérêt croissant et se répand rapidement dans de nombreux pays.

Le programme contribuerait au développement du support institutionnel requis pour l'introduction et l'adaptation de ces systèmes, et aiderait à renforcer les capacités nécessaires de tous les participants dans ces systèmes - avec un accent particulier sur la participation viable et durable des petits producteurs et transformateurs.

Bourses de produits et information sur le marché

L'information sur les marchés agricoles, tels que les prix des produits, le volume des échanges et les conditions météorologiques joue un rôle important facilitant ainsi l'amélioration des performances de l'agribusiness et des agro-industries. Bien que le bilan des systèmes publics d'information sur les marchés soit mitigé, les récentes expériences avec des approches innovantes basées sur la coopération des secteurs public, privé et à but non lucratif, et profitant des avantages qu'offrent les Nouvelles Technologies de l'Information (TIC) en plein essor, apparaissent plus prometteuses. Les bourses de produits offrent des perspectives d'intégration de la disponibilité de l'information sur les marchés, de facilitation et de diminution des coûts de transaction entre les offreurs et les demandeurs et enfin d'atténuation des risques.

Le programme fournirait un soutien pour le pilotage et la mise à niveau des bourses de produits et des systèmes d'information sur les marchés en s'appuyant sur des expériences récentes prometteuses mettant en avant l'aspect pratique, la viabilité commerciale et le soutien durable des acteurs des secteurs privé et public.

3.3.3. Financement et atténuation des risques

Le développement de l'agribusiness et de l'agro-industrie nécessitera une injection substantielle de capitaux pour des investissements fixes et des fonds de roulement. Les investisseurs privés et le secteur financier en Afrique ont la capacité de fournir les ressources nécessaires. Mais pour de nombreuses raisons toutefois, le secteur agricole n'est pas attractif pour les investisseurs du secteur privé et les institutions financières commerciales. La solution clé pour libérer les ressources financières privées est d'accroître la rentabilité et réduire les risques. D'autres composantes du programme pourront améliorer le rapport rentabilité/risque par l'amélioration de la productivité et l'efficacité, la réduction des coûts liés aux affaires. Mais il y a tellement à faire durant les premières étapes de la construction d'un secteur agribusiness et agro-industriel dynamique. Heureusement, il existe des mécanismes pertinents et utiles pour mobiliser les ressources supplémentaires et réduire les coûts et les risques pour les investisseurs potentiels et les

prestataires de services financiers. Les principaux domaines d'intervention relatifs au financement et à l'atténuation des risques seraient notamment les suivants :

Partenariats public-privé

De nombreux types de partenariats public-privé ont été élaborés pour partager les coûts et les risques associés à des activités qui sont considérées comme étant profitables tant d'un point de vue du secteur public que du privé. Dans un élan de soutien à l'agribusiness et l'agro-industrie, des partenariats ont vu le jour dans les domaines de la recherche et du développement pour le développement des infrastructures, et pour s'assurer que les compétences spécialisées en gestion et l'expertise technique des entreprises privées, soient orientés vers les intérêts des petits agriculteurs et transformateurs. Bien qu'il y ait une connaissance et une expérience accrues des partenariats public-privé, la capacité à développer et mettre en place ces partenariats est encore relativement faible.

Le programme fournirait une gamme de formules de soutien pour le développement et la mise en place de partenariats public-privé, incluant l'évaluation et la préparation de propositions, le renforcement des capacités institutionnelles et le cas échéant, un financement partiel d'initiatives bien programmées appuyant directement les secteurs de l'agribusiness et l'agro-industrie.

Garanties des prêts

Un moyen de promouvoir les prêts à l'agribusiness et l'agro-industrie est de garantir les prêts aux agro-entreprises. Les garanties peuvent être d'origine publique ou privée pour soutenir les banques qui financent d'une façon croissante et durable les entreprises agro-industrielles. Les garanties des prêts vont souvent de pair avec les subventions pour renforcer des capacités et sont utilisées en combinaison avec d'autres instruments financiers.

Le programme mobiliserait les ressources et aiderait à prendre des dispositions institutionnelles et de gestion appropriées visant les programmes de garantie des prêts axés sur les agro-industries, les agro-entreprises et les chaînes de valeur agricoles.

Fonds d'investissement

Les fonds d'investissement destinés spécialement à l'agribusiness et à l'agro-industrie en Afrique peuvent aider à stimuler la croissance nécessaire pour les agro-entreprises. Les fonds d'investissement peuvent être utilisés pour augmenter le volume des investissements et permettre de mobiliser des capitaux supplémentaires. La plupart des fonds d'investissement, cependant fournissent des taux de rendement attractifs et par conséquent tendent à profiter aux agro-entreprises de grande taille. Il en résulte un écart auquel on se réfère parfois sous le terme d'investissements pour le « chaînon manquant » (« missing middle ») des agro-entreprises locales de taille moyenne. Pour combler cet écart, des fonds d'investissement ciblant le petit agribusiness ont été lancés dans plusieurs pays africains. Il y a aussi une gamme croissante de fonds sociaux et environnementaux qui sont des sources potentielles pour l'investissement dans les agro-entreprises et l'agro-industrie en Afrique.

Le programme aiderait à assurer une capitalisation adéquate des fonds performants, y compris à travers des marchés de financement de gros. Il chercherait aussi à développer et superviser des fonds d'investissement pour apporter un soutien complémentaire à l'investissement dans l'agribusiness et l'agro-industrie.

Chaine de valeur financière

La chaine de valeur financière couvre une variété de mécanismes destinés à fournir des ressources aux entreprises en tenant compte et du niveau d'implication de ces entreprises dans des chaines de valeur commercialement viables, et du degré de collaboration entre les partenaires de la chaine de valeur . Un exemple simple de chaine de valeur financière est le contrat par lequel un acheteur de l'agribusiness fournit à des producteurs des inputs ou autres formes de préfinancement et récupère ce qui est dû lorsque les produits sont livrés. Il y a eu des développements rapides dans le domaine de la chaine de valeur financière et il existe aujourd'hui de nombreux mécanismes spécifiques et des programmes pour utiliser ce mode de financement.

Mis à part de nombreuses formes de cultures sous contrat, ces mécanismes incluent les systèmes de récépissés d'entreposage, les contrats à terme, le financement d'entreprises leader, et le financement des créances recouvrables.

Le programme fournirait son soutien pour le pilotage, un nouveau développement et la mise à niveau des systèmes de financement de la chaine de valeur. Le programme appuiera également la mise en place de cadres juridiques appropriés, de politiques et d'une capacité institutionnelle pour favoriser la reproduction des modèles jugés efficaces.

Atténuation des risques des produits

Réduire le risque chez les agriculteurs, les petites et moyennes agro-entreprises et les agro-industries est un des principaux facteurs de mobilisation des investissements durables dans le secteur. Il est donc crucial de développer des moyens pérennes d'atténuation des risques adaptés spécifiquement aux besoins de ces catégories. Des innovations tels que revenu et assurance indexée, systèmes de récépissés d'entreposage et contrats à terme, ont des perspectives prometteuses pour les agro-entreprises et l'agro-industrie en Afrique.

Comme pour les différentes formes de chaine de valeur financière, le programme fournirait un soutien pour le pilotage, de nouveaux développements et mise à niveau des divers moyens d'atténuation du risque, incluant mais ne se limitant pas à l'assurance.

Le programme aiderait à améliorer la capacité des institutions financières à développer et à appuyer les moyens d'atténuation du risque et les capacités du secteur public à mettre en place les politiques, les cadres réglementaires et une supervision adéquate.

3.3.4 Politiques progressistes et services publics

La plupart des pays africains ont relativement bien défini leurs politiques de développement rural mais dans bien des cas, celles-ci accordent peu d'attention à l'agribusiness et à l'agro-industrie. Au cours des cinq à dix prochaines années, il sera nécessaire de formuler et mettre en place une politique et de fournir des services publics qui puissent améliorer la rentabilité et la compétitivité tout en s'assurant que l'agribusiness et l'agro-industrie contribuent au développement de l'agriculture paysanne, à la sécurité alimentaire et la nutrition, à la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. En considérant que les mesures suivantes sont proposées comme des priorités d'intervention dans le cadre du programme de prospective, il est clair que le programme aura besoin de mécanismes pour envisager et prendre en compte la grande diversité des conditions économiques, sociales et politiques à travers le continent.

Les principaux domaines d'interventions relatives à des politiques progressistes et à la fourniture de services publics sont les suivants :

Stratégies et plans sectoriels

La plupart des pays préparent et révisent régulièrement les stratégies et les plans du secteur agricole. Il est important que ces plans englobent les sous secteurs de l'agribusiness et de l'agro-industrie ainsi que les secteurs de production primaire, et identifient les priorités pour accélérer le développement des agro-industries stratégiques dans des régions spécifiques. Parce que différents ministères se partagent souvent la responsabilité de l'agro-industrie et du développement agricole, la stratégie de développement, la programmation et l'exécution des politiques peuvent être améliorée en renforçant les capacités et la coordination entre les organismes publics chargés de l'agriculture, de l'agribusiness et l'agro-industrie et en renforçant les mécanismes de consultation multipartenaires.

Le programme fournirait son soutien aux stratégies de développement de l'agribusiness et de l'agro-

industrie, et à l'intégration de ces stratégies dans les politiques du secteur agricole, les plans et les programmes cadres.

Cadres juridique et réglementaire

Un cadre juridique et réglementaire, l'instauration d'obligations, de règles et de lois constituent une nécessité pour faire des affaires. Les règlementations bien qu'essentielles, doivent être élaborées et mises en place de manière à ne pas imposer des coûts et des charges superflus si elles visent à faciliter les affaires et attirer les investissements qui favorisent le développement économique et au final réduisent la pauvreté. De nombreuses régulations ont un effet sur tous les secteurs économiques, et par conséquent la réforme réglementaire est généralement considérée comme un problème macro-économique. Toutefois certaines réglementations ont des implications spécifiques pour l'agribusiness et l'agro-industrie. Par exemple, la rentabilité potentielle des entreprises de transformation agro-industrielles peut être fortement affectée par des contraintes nationales, la qualité des aliments et les normes de sécurité, l'évaluation douanière et les procédures de dédouanement enfin les conditions de licence.

Le programme appuierait les réformes de réglementations ayant trait aux aspects économique, social et administratif qui affectent spécifiquement l'agribusiness et l'agro-industrie.

Catégories et standards

Le développement d'un secteur agro-industriel et agribusiness dynamique et concurrentiel nécessite des produits standardisés. De même, la sécurité alimentaire est une nécessité pour le bien être public et la confiance des consommateurs. Les attentes, les normes et les systèmes d'assurance pour une qualité et une sécurité minimales deviennent de plus en plus similaires pour les marchés nationaux, régionaux et internationaux. Il y a donc un besoin de développer et renforcer les capacités relatives aux normes alimentaires qui répondent aux besoins nationaux, et si nécessaire se conforment aux exigences et normes internationales. A la lumière de la prolifération rapide des normes alimentaires publiques et privées, il y a un intérêt croissant pour l'harmonisation des normes.

Le programme soutiendrait le développement et l'harmonisation des normes, et le renforcement des capacités pour le respect et l'application des règles et normes y compris celles reconnues mondialement comme la série ISO (ISO 2200) en particulier et GlobalGap.

Mécanisation agricole

Dans de nombreuses régions d'Afrique, la préparation du sol est effectuée par la houe manuelle sur plus de la moitié des terres cultivées. En Afrique sub-saharienne, la préparation du sol est réalisée à l'aide d'animaux de trait et de tracteur sur seulement 30 pour cent de la superficie cultivée. Pour atténuer les effets des crises alimentaires sur les consommateurs, augmenter la productivité et le revenu des producteurs et approvisionner l'agro-industrie en produits primaires fiables, l'agriculture africaine doit dépasser le stade de l'utilisation des techniques archaïques comme la houe manuelle et opter pour la mécanisation des opérations agricoles d'une façon durable qui pourrait être offerte par des prestataires de travaux à façon viables. Il est nécessaire aussi de porter attention au développement, à la fabrication et à l'utilisation effective des machines et équipements de transformation de produits agricoles, et au renforcement des capacités dans le domaine de la maintenance.

A l'heure actuelle les agro-industries africaines subissent de longs délais d'attente pour l'importation des machines et des pièces détachées, de longues immobilisations et des coûts de maintenance élevés.

Le programme appuierait le développement de stratégies et de programmes de mécanisation et jouerait un rôle dans la sélection de modèles de mécanisation appropriée et adaptée aux conditions africaines. Le programme aiderait également à créer des capacités locales pour adapter les techniques existantes et la fabrication des équipements nécessaires.

Marchés et infrastructures commerciales

L'amélioration du marché et des infrastructures commerciales aux niveaux national et régional est essentielle pour réduire les coûts et stimuler le développement de l'agribusiness et de l'agro-industrie, en particulier à la lumière des opportunités croissantes qui existent sur les marchés régionaux. Le marché et l'infrastructure commerciale qui implicitement comprennent transport et système de communication

ainsi que, électricité, eau, réseau d'assainissement, etc., sont des services publics et par conséquent, les gouvernements ont un rôle de premier plan pour assurer des investissements adéquats.

Le programme fournirait son soutien pour entreprendre des évaluations, élaborer des propositions de demande de financement et le cas échéant, aider à établir des partenariats public-privé pour accélérer le développement et assurer l'entretien de l'infrastructure ayant un impact sur le secteur agricole, avec une attention particulière au marché et à l'infrastructure commerciale connexe.

Les politiques commerciales nationales et régionales

La productivité et l'efficacité dans l'agribusiness et l'agro-industrie requièrent souvent que les firmes accèdent aux intrants et vendent leurs produits sur le marché régional et international. Il est donc nécessaire de veiller à ce que les politiques commerciales créent des incitations appropriées pour les entreprises qui opèrent au niveau régional et international, et continuent à faire des efforts pour éliminer les barrières tarifaires et non-tarifaires qui affectent le commerce inter-régional. Il est nécessaire aussi d'harmoniser les codes nationaux d'investissement au niveau régional. Pour réussir à mettre en place et exécuter des politiques commerciales, les décideurs politiques et les responsables techniques doivent être en mesure d'examiner et de répondre à un large éventail de questions techniques contenu dans les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), les accords sanitaires et phytosanitaire (SPS) et des accords connexes qui pourraient constituer des obstacles potentiels ou offrir des opportunités au commerce.

Le programme fournirait un soutien au développement de politiques commerciales et aux négociations d'accords commerciaux en relation avec le secteur agricole, incluant le soutien au renforcement des capacités.

4. APPROCHE-PROGRAMME

L'initiative proposée ici se base sur les efforts en cours en Afrique pour accompagner la transformation économique du continent, en particulier ceux qui mettent l'accent sur le secteur agricole pour en faire le moteur du développement économique et social. L'initiative ID3A, en mettant en exergue l'agribusiness et l'agro-industrie avec une orientation stratégique privilégiant les marchés africains, les ressources, les entreprises et les structures de gouvernance, n'est qu'un complément aux efforts de développement déjà déployés sur le continent.

Comme il sera montré ci-dessous, l'approche-programme décrite dans la présente section met en évidence le rôle complémentaire et l'adhésion de ID3A aux cadres institutionnels déjà approuvés par les organes régionaux de gouvernance en Afrique.

4.1 PDDAA PILIER II COMME CADRE INSTITUTIONNEL CENTRAL

Le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA) à travers l'initiative de l'Union Africaine (UA) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) vise à aider les pays du continent à atteindre un rythme de croissance élevé tiré par le développement du secteur agricole.

Le PDDAA est organisé autour de quatre piliers :

i. Accroissement d'une façon durable des superficies cultivées et desservies par des systèmes fiables de maîtrise de l'eau ;

ii. Amélioration des infrastructures rurales et des capacités commerciales pour faciliter l'accès aux marchés ;

iii. Augmentation des approvisionnements alimentaires et réduction de la faim ;

iv. Recherche agricole, diffusion et adoption des technologies.

Tout en contribuant aux objectifs globaux du PDDAA, ID3A traite principalement du pilier II du programme qui vise à accélérer la croissance dans le secteur agricole en augmentant les capacités des entrepreneurs du secteur privé pour répondre aux exigences du marché. Le Pilier II du programme met l'accent également sur les politiques, les mesures de régulation qui sont indispensables pour l'émergence d'espaces économiques régionaux susceptibles de stimuler l'expansion du commerce régional et transfrontalier ainsi que les investissements inter-pays.

Le Pilier II appelle à :

- L'amélioration des infrastructures locales (transport, stockage, systèmes d'emballage et de manutention, installations pour le commerce de détail, technologies de l'information et chaînes d'offre globale) pour permettre aux agriculteurs africains une meilleure intégration aux marchés ;

- L'amélioration du transport et de la compétitivité par le biais de politiques commerciales efficaces au niveau national, régional et continental.

- L'accroissement des Investissements Directs Etrangers (IDE) et nationaux dans l'agriculture;

- Le renforcement des capacités à participer aux négociations commerciales et à répondre aux conditions d'accès aux marchés internationaux,

- Le renforcement des capacités au sein du secteur agroalimentaire.

L'initiative ID3A a été conçue pour être cohérente et en harmonie avec la stratégie globale proposée pour l'exécution du Pilier II du PDDAA. Tous les éléments de la stratégie du deuxième pilier sont pris en compte dans le programme cadre. La plupart des actions identifiées dans le cadre des programmes prospectifs décrits ci-dessus ont déjà été approuvées lors de la conférence des ministres africains de l'agriculture qui s'est tenue à Addis-Abeba en avril 2009, et qui mit l'accent sur « Commerce agricole régional et systèmes de marché ». Ces éléments sont également compatibles avec les idées et les engagements exprimés dans la Déclaration du Sommet de l'UA tenu à Syrte en Juillet 2009.

4.2 INTÉGRATION DANS LES ORGANISATIONS RÉGIONALES, ALLIANCES ET INITIATIVES

Un programme complet et complexe comme l'initiative ID3A ne peut fonctionner avec succès au niveau national uniquement, puisqu'elle traite de questions qui transcendent les frontières nationales, mais doit également tenir compte de la diversité des différentes régions africaines. Heureusement, l'existence et l'importance croissante des organisations régionales en Afrique offrent un cadre institutionnel dans lequel le programme peut être inséré. L'initiative travaillera en étroite collaboration avec les organisations régionales africaines et les Communautés Economiques Régionales (CER) à travers toutes les étapes de sa conception, de son démarrage et de sa mise en œuvre.

Un principe supplémentaire à suivre dans l'approche programme est de s'assurer que l'initiative ID3A s'enrichit et complète les initiatives en cours conduites par des organisations régionales qui œuvrent pour renforcer l'intégration des marchés et les capacités du commerce régional en Afrique. Ces initiatives ne seront pas contournées; des synergies seront créées et des efforts seront faits pour assurer une complémentarité solide.

Enfin, le programme assurera la participation des parties prenantes grâce à un engagement avec des entités existantes qui représentent le secteur de l'agribusiness et de l'agro-industrie en Afrique, incluant les organisations de producteurs, les associations de marchandises, et les fédérations de commerçants.

4.3 PRIORITÉ AUX MARCHÉS NATIONAUX ET RÉGIONAUX

Il y a un consensus politique très répandu en Afrique autour de l'idée que les marchés intérieurs offrent des possibilités, qui restent sous utilisées, pour améliorer les revenus et réduire la pauvreté. L'International Food Policy Research Institute (IFPRI) estime que les denrées alimentaires de base, une industrie d'environ 50 milliards de dollars US, aura doublé d'ici 2015. Le rythme rapide d'urbanisation est un facteur clé dans le façonnement de cette croissance. L'urbanisation est également un facteur important influençant la modernisation des systèmes agroalimentaires, l'apparition des supermarchés étant peut être son aspect le plus visible. L'évolution des supermarchés dans les pays d'Afrique sub-saharienne en est à ses premiers stades, mais la progression est rapide. Cette tendance reflète la perception des investisseurs concernant le potentiel croissant du marché de l'agroalimentaire en Afrique. Cette vision est bien entendu partagée par les concepteurs de l'initiative ID3A. Les tendances de consommation en Afrique laissent à penser que le continent va devenir de plus en plus un importateur net de denrées alimentaires. Cela offre des possibilités de substitution aux importations en particulier pour les produits à valeur ajoutée augmentant encore plus l'attractivité des marchés intérieurs.

Le commerce régional sera également une priorité pour l'initiative ID3A. Comme il a été déjà mentionné dans ce document l'accroissement des échanges sur les marchés intérieurs et transfrontaliers à lui seul devrait atteindre environ 30 milliards de dollars US d'ici 2030. Les exportations intra-régionales sont encore relativement faibles, atteignant en moyenne 3,8 milliards de dollars entre 2000 et 2005, mais la marge de croissance est considérable, comme indiqué par le niveau élevé des importations des produits agricoles hors d'Afrique et qui sont estimés à 33 milliards de dollars US. En effet, l'importance du commerce régional a été soulignée lors de la Conférence des Ministres Africains de l'Agriculture d'avril 2009 où un sous-thème a été réservé à cette question. En insistant davantage sur les marchés intérieurs et régionaux, l'initiative ID3A mettrait directement l'accent sur les priorités identifiées et poursuivies par les organisations et les décideurs africains.

4.4 AIDE PUBLIQUE POUR ENGAGER LE SECTEUR PRIVÉ

Le succès de l'initiative ID3A dépend d'un certain nombre de facteurs dont un est d'une importance centrale à savoir l'implication et la coopération des acteurs des deux sphères publique et privée de

l'économie agroalimentaire africaine. La coopération public-privé sera décisive pour la mise en œuvre du programme cadre proposé ici y compris sa gestion et sa supervision.

Dans le but d'amener le secteur privé à prendre part dans le type d'investissements promus par le programme, les gouvernements africains auront besoin de fournir des moyens de facilitation et d'appui dans plusieurs domaines décrits précédemment et notamment :

- l'identification et la diffusion des opportunités d'investissement dans le secteur agro-alimentaire;
- la prise de mesures pour réduire les risques des investissements du secteur privé dans les sous secteurs de l'agribusiness et de l'agro-industrie ;
- l'amélioration des cadres politique et réglementaire ou de l'environnement favorable, pour des investissements dans le développement de l'agro-industrie et de l'agribusiness.
- le soutien aux innovations institutionnelles contribuant au développement de l'entrepreneuriat;
- le cofinancement et les garanties afin de réduire les coûts d'investissement des start-up.

4.5 MÉCANISMES FINANCIERS SYNERGIQUES ET COMPLÉMENTAIRES

Dans un passé récent, un certain nombre d'établissements financiers ont été lancés pour accroître l'investissement dans le développement du secteur agricole en Afrique. Globalement ils privilégient les investissements destinés à augmenter la production et la productivité dans l'agriculture. L'initiative ID3A a été conçue pour compléter et agir en synergie avec les structures financières, combler les lacunes et libérer d'autres possibilités de financement, surtout celles qui peuvent être prises en charge par le système bancaire africain lui-même.

Une caractéristique unique de l'Initiative ID3A est en effet l'accent mis sur les agro-entreprises et l'agribusiness qui génèrent une valeur ajoutée à la production agricole à travers des activités comme l'agro-transformation, la manutention post-récolte, la gestion de la chaine d'offre et la promotion commerciale, liant réellement les agriculteurs aux marchés africains en pleine croissance pour une alimentation et des produits agricoles de plus grande valeur.

Un autre trait distinctif de l'initiative ID3A est l'option stratégique qui est d'abord la mobilisation des ressources financières auprès de banques africaines. Il y a de plus en plus de preuves de disponibilité de liquidités dans le système bancaire commercial africain. Toutefois dans un échantillon de 9 pays d'Afrique sub-saharienne (Tanzanie, Ouganda, Nigéria, Ghana, Malawi, Sierra Leone, Mozambique, Kenya et Botswana), les prêts bancaires et les avances au secteur agricole en 2008 étaient inferieurs à 6 pour cent du portefeuille total des prêts par comparaison à 47 pour cent pour les services et les prêts personnels. Globalement les banques privées ont tendance à trouver le ratio rendement/risque dans l'agriculture peu intéressant selon leurs critères de référence d'attractivité financière.

En agissant sur les facteurs qui influencent la perception des investisseurs privés concernant le risque et le rendement, l'initiative ID3A devrait contribuer à inciter les banques privées à prêter des fonds aux agro-entreprises et attirer l'attention sur les opportunités d'investissement qui existent dans le secteur agroalimentaire en Afrique.

Une caractéristique supplémentaire singulière de l'initiative ID3A est son espace géographique d'action par rapport aux programmes et autres facilités financières existants et qui sont en rapport avec le secteur agroalimentaire en Afrique. En effet la présente initiative est sensée avoir une prétention continentale, sans exclure à priori des pays ou des régions particuliers en tant que bénéficiaires potentiels.

Pour assurer la complémentarité et la synergie avec les initiatives existantes, les organisations et les institutions financières multilatérales africaines devraient jouer un rôle actif dans toute structure de gouvernance conçue pour l'initiative ID3A et l'établissement de financement proposé qui lui sera intégré. Un projet de note concernant cette structure a été préparé et soumis à des consultations, il devrait aboutir à une proposition plus élaborée. Une des options envisagées est une structure financière qui aurait deux guichets financiers pour les interventions du secteur public et du secteur privé prévues dans le programme cadre.

Le guichet secteur public couvrirait les prêts et l'assistance technique, alors que celui du secteur privé consisterait en un fonds d'investissement commercial, des garanties partielles de crédit et des subventions de contrepartie. L'objectif du guichet secteur public serait de mettre à la disposition des gouvernements africains un fonds de soutien pour des initiatives stratégiques bien programmée visant à promouvoir davantage leurs secteurs d'agribusiness et d'agro-industrie en mettant l'accent sur la mobilisation du secteur privé pour y investir. L'objectif du guichet secteur privé serait de tirer avantage de l'expertise et des ressources de banques commerciales viables, de sociétés de leasing et de fonds d'investissement pour investir dans les agribusiness et les agro-industries en Afrique. En outre il aurait pour but également de réduire le risque pour les établissements participants en proposant des techniques de partage des risques telles des garanties partielles sur leur portefeuille de prêts pour l'agribusiness et l'agro-industrie. Enfin, il chercherait à renforcer la capacité des banques, des sociétés de leasing et des fonds d'investissement à mieux servir l'agribusiness et les agro-industries.

Les autres options prises en compte pour le mécanisme financier incluent :

i. Un mécanisme financier qui cible certains aspects spécifiques du programme-cadre qui ne sont pas couverts par les facilités existantes de prêts du secteur public (par exemple, le FIDA et le guichet secteur public de la BAD) et de prêts du secteur privé (par exemple guichet du secteur privé de la BAD et la SFI de la Banque Mondiale) ;

ii. Un cadre de suivi et d'évaluation qui garantit que les facilités existantes abordent les domaines d'activité identifiés dans l'initiative ID3A ;

iii. Le développement de mécanismes propres à chaque pays qui facilitent des investissements accrus du privé et du public dans le secteur de l'agribusiness et de l'agro-industrie (par exemple à travers les initiatives des banques centrales).

Ces options concernant l'établissement financier sont toujours en cours d'élaboration et seront examinées au cours de la Conférence de Haut Niveau sur le Développement de l'Agribusiness et des agro-industries (HLCD-3A).

ID3A

INITIATIVE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRIBUSINESS ET DES AGRO-INDUSTRIES EN AFRIQUE

PROGRAMME CADRE

UNION AFRICAINE

BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

FOND INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL